

Expériences du confinement de jeunes de quartiers populaires franciliens

Jeanne Demoulin et Collectif Pop-Part

Comment les jeunes des quartiers populaires ont-ils fait l'expérience du confinement ? Une enquête collective conduite dans différentes communes d'Île-de-France met en lumière les ressources qu'ils ont mobilisées pour faire face à la crise sanitaire.

La jeunesse des quartiers populaires recouvre une réalité diverse, en termes notamment d'âge, de genre, d'origine et de religion (Kakpo 2006 ; Marlière 2011 ; Truong 2015). Elle n'en partage pas moins une expérience commune des inégalités, que la crise sanitaire contribue à mettre de nouveau en lumière. Nous nous intéresserons ici à l'expérience du « premier » confinement (mars à mai 2020) des jeunes habitant ces quartiers, objets de nombreux commentaires médiatiques mais dont la parole a été peu entendue. L'objectif de cet article, qui s'appuie sur vingt-huit entretiens menés dans différentes communes franciliennes avec des jeunes âgés de 18 à 25 ans, issus des classes populaires¹, est de montrer dans quelle mesure ces derniers se sont trouvés, dans des configurations diverses, parmi les premières victimes de la pandémie, et comment, pour y faire face, elles et ils ont mobilisé un ensemble de ressources. Recourir à cette notion de « ressources » nous permettra de « penser des moments, des relations, des actions, des interactions qui produisent ou engendrent des aides, des appuis (ainsi analysables en termes de ressources) qui n'existent pas en dehors des circonstances qui les fabriquent » (Faure et Thin 2019, p. 21) et de comprendre ce qui a permis à ces jeunes de « tenir debout » et de « s'en sortir malgré tout » (*ibid.*).

Des jeunes en première ligne

Les classes populaires, par la nature et le statut de leurs emplois, ont été davantage mobilisées que les autres pendant le confinement pour assurer des fonctions de première nécessité (Council et Khlal 2020 ; Gilbert 2020 ; Mariette et Pitti, 2020b). Les jeunes l'ont été d'autant plus que leur âge ne les plaçait pas *a priori* parmi les populations « à risques », mais aussi parce qu'elles et ils constituent une main-d'œuvre flexible, soumise à l'intérim, aux contrats courts et à l'ubérisation (chauffeurs, livreurs...) (Abdelnour et Bernard 2020). La diversité des situations et des statuts d'emploi au sein des classes populaires, mise en lumière par la sociologie des classes sociales (Beaud et Pialoux 2012 ; Bérout *et al.* 2016), s'accompagne de la dégradation des conditions de travail et de la multiplication des formes de précarisation qui touchent les jeunes arrivant sur le

¹ Le corpus repose sur les témoignages de dix-sept filles et onze garçons, dont vingt et un sont au lycée ou à l'université, les autres travaillant ou étant en recherche d'emploi. Celles et ceux qui travaillent (y compris celles et ceux qui travaillent durant leurs études) occupent, à l'exception d'un jeune, des emplois peu rémunérés (animateurs ou animatrices, aide-ménagère, caissière) et précaires (intérim, CDD, auto-entreprise). Sept d'entre eux ont un niveau scolaire au moins équivalent à un bac + 2 (trois ont un master 1 ou 2). Quatre ne sont pas nés en France ; les deux parents de dix-huit d'entre eux sont immigrés. Elles et ils habitent à Aubervilliers (2), Clichy-sous-Bois (6), Corbeil-Essonnes (2), Nanterre (3), Pantin (5), Paris (3), Suresnes (2), Vert-Saint-Denis (3) et Villeneuve-la-Garenne (2). Ces entretiens ont été menés entre mars et mai 2020 par Marie-Hélène Bacqué, Léa Billen, Grégory Busquet, Jeanne Demoulin, Leïla Frouillou, Hélène Hatzfeld, Alice Lancien, Pauline Portefaix et Fanny Salane. Cette enquête s'inscrit dans la continuité d'une recherche participative sur les pratiques et les représentations des jeunes de ces quartiers en Île-de-France (« Pop-Part »), menée depuis trois ans avec une centaine de jeunes, dont ceux interrogés ici, et des professionnels de la jeunesse.

marché du travail. Pour les enquêtés, le confinement a pu être l'occasion de trouver un « petit boulot » ou d'augmenter son temps de travail pour améliorer ses revenus, sans pour autant accéder à des statuts d'emplois plus protecteurs. Cela a suscité des réactions ambivalentes parmi les enquêtés : cette période a représenté à la fois une opportunité – des jeunes ont pu décrocher un job, percevoir une rémunération parfois plus élevée que d'habitude – et un moment d'exploitation intense, vécu difficilement. Ainsi, une jeune de Clichy-sous-Bois, embauchée en tant que caissière dans une grande surface avec un contrat étudiant, se réjouit d'avoir pu passer d'un temps de travail de quelques heures par semaine à un temps plein. D'autres témoignent de la dégradation de conditions de travail déjà difficiles. Une jeune de Villeneuve-la-Garenne, caissière également, décrit un rythme de travail intense, de sept heures de travail sans pauses, et le harcèlement subi de la part de son patron la sommant de venir travailler alors qu'elle était en arrêt maladie. À Pantin, une autre jeune femme (20 ans, en recherche d'emploi en attendant une reprise d'études) a connu une mission d'intérim particulièrement difficile :

Je fais des boulots d'intérim qui n'ont rien à voir avec ce que je veux faire, en fonction des occasions, en attendant d'avoir quelque chose de stable et de pouvoir travailler dans mon domaine, la santé. Pendant le confinement, j'ai travaillé un mois dans une entreprise qui livre des denrées alimentaires en une heure. C'était vraiment du travail à la chaîne. Les gens commandaient énormément. La commande arrivait sur le téléphone, avec la liste des produits, les rayons et les numéros où les trouver. Il fallait être très rapide et très efficace. Moi j'étais trop minutieuse, je perdais trop de temps. J'ai fait un mois mais je ne le referai pas parce que c'était trop pour moi. Le premier jour je n'arrivais même plus à monter les escaliers, j'avais mal partout. On portait des sacs super lourds, l'ascenseur ne fonctionnait pas, il fallait prendre les escaliers pour monter les sacs. Il n'y avait pratiquement que des jeunes, qui venaient de partout, de Melun, de Clamart, de Sarcelles, de Saint-Denis. Il y en a qui avaient l'habitude. Une copine à moi faisait de la mise en stock. Elle apportait des palettes super grandes et super lourdes, qui faisaient super peur. Des palettes qui, si elles te tombent dessus, c'est fini... Des fois, je me demandais comment elle allait faire, elle me disait : « t'inquiète c'est bon j'ai l'habitude ». Chaque jour les transports diminuaient. À un moment, à partir de 20 h il n'y avait plus de transport. Donc soit il fallait quitter plus tôt, soit il fallait rentrer en Uber. Une fois, en rentrant, on s'est trouvées bloquées à Gare de Lyon, on ne trouvait plus la sortie du métro. Finalement, on a galéré pendant presque trois heures, de 21 h à minuit, avant d'arriver à rentrer en bus et à pied. C'était n'importe quoi. Tout ça pour le travail. C'était payé au SMIC, mais ça va, j'ai pu mettre de côté pour le permis...

À l'inverse, les animateur·ices scolaires et de centres de loisirs ou employé·es de la restauration ont été mis·es au chômage partiel au moins au début du confinement. À Corbeil-Essonnes, une animatrice vacataire note que ce sont les titulaires qui ont conservé leur poste en priorité. Plusieurs ont ainsi fait face à la perte sèche de leurs revenus principaux ou complémentaires (baby-sitting notamment). Ces situations mettent toutes en évidence la fragilité des statuts d'emploi et des sources de revenus de ces jeunes.

Le travail « à la ville » se double par ailleurs, pour certain·es, du travail « à la maison » : tous les jeunes ont eu à assurer une partie du travail de *care*. Cela a pu s'inscrire dans la continuité des tâches à accomplir habituellement (tâches ménagères, soins aux plus âgés et aux plus jeunes, suivi scolaire des petit·es frères et sœurs) mais s'est pour d'autres alourdi pendant le confinement. Ainsi, ceux qui comptent parmi leurs parents des personnes « à risques », malades chroniques ou en situation de handicap, mais aussi des parents qui sont tombés malades du Covid-19, dont ils ont dû s'occuper à temps plein. Beaucoup ont choisi de se charger eux-mêmes des courses pour protéger leurs parents des risques encourus lors des sorties. Parmi celles et ceux qui devaient sortir pour leur travail ou pour participer à des actions de solidarité, certain·es ont fait le choix drastique de s'installer dans un autre logement le temps du confinement.

C'est aussi la poursuite de la scolarité et des études qui caractérise le quotidien des lycée·nes et des étudiant·es et la précarisation dans les études fonctionne en miroir de la précarisation dans l'emploi. Si l'attention médiatique a largement été portée sur les collégien·nes et les lycéen·nes, les étudiant·es sont concerné·es par la fermeture des établissements d'enseignement et la mise en place

de la dite « continuité pédagogique ». Elles et ils replacent le confinement dans le contexte d'une année déjà compliquée par les grèves contre la réforme des retraites puis contre la réforme de l'enseignement supérieur, qui ont duré tout l'hiver. Le confinement a pu provoquer l'arrêt temporaire des études, remplacées par un emploi rémunérateur ; mais la reprise des études, repoussée à un temps indéfini, devient aléatoire. Pour celles et ceux qui continuent, le temps consacré aux études semble très limité ; sont invoqués les difficultés à se concentrer, l'absence d'informations des enseignant·es ou au contraire le trop-plein de mails. L'adaptation des examens, qui a entraîné par endroits la suppression des épreuves pratiques (comme pour une étudiante en STAPS ou un étudiant en ostéopathie), sur lesquelles comptent nombre d'enfants des quartiers populaires pour obtenir leur année, génère de l'angoisse. La sélection généralisée dans le supérieur a d'autant plus fragilisé la confiance des jeunes de classes populaires dans la possibilité de réaliser ou poursuivre des études supérieures durant cette période trouble, en particulier pour celles et ceux qui attendaient les résultats de Parcoursup ou une réponse pour le master désiré. En terminale, celles et ceux qui comptaient sur les épreuves du bac pour obtenir leur diplôme et rattraper des premiers semestres insuffisants pensaient se trouver dans l'obligation de redoubler et avaient ainsi l'impression d'être dépossédé·es de la situation. Si les résultats ont finalement été meilleurs qu'escompté, la situation a généré beaucoup de découragement et renforcé le sentiment d'incertitude vis-à-vis de l'avenir.

La famille, la religion, la solidarité : des ressources pour faire face

Pour faire face à ces difficultés, les jeunes ont mobilisé une diversité de ressources. Les tactiques mises en place dans leur quotidien habituel, comme la débrouille, le bricolage, l'humour, l'utilisation intensive des réseaux sociaux (tant pour garder le lien avec proches et amis que pour s'informer) ont continué à être mobilisées. Mais les trois ressources qui sont apparues avec force durant cette période sont la famille, la religion et la participation à des actions de solidarité, sans qu'elles n'aient pour autant été mobilisées unanimement et de manière identique. Les enquêté·es disent ainsi majoritairement avoir trouvé dans le confinement l'occasion de se « recentrer » sur les choses essentielles de la vie, mais cela s'est traduit diversement, en se refermant dans un cocon protecteur ou en continuant des actions d'ouverture aux autres.

On sait l'importance de la famille dans la socialisation des classes populaires (Siblot *et al.* 2015) et notamment l'attachement à la famille en tant que forme de vie sécurisante (Schwartz 2011). Pendant le confinement, cette ressource a été fortement activée : le temps passé en famille a fait l'objet d'une attention extraordinaire et nombre de jeunes se sont « rapprochés » des membres de leur famille, selon le terme fréquemment utilisé. Elles et ils y ont vu un vecteur pour revenir « à l'essentiel », faire le point sur sa vie et prendre des décisions pour l'avenir, comme l'explique une jeune de Nanterre (22 ans, en année sabbatique pour monter son entreprise après trois années d'équivalent de licence 1 dans différentes disciplines) :

Tous les projets que j'avais dans ma vie professionnelle, personnelle, académique, je les avais parce que je pensais que c'était ce que je devais faire, pas parce que c'était ce que j'avais envie de faire. Le fait de me recentrer sur moi, d'apprendre à me connaître davantage, d'avoir des rendez-vous avec moi-même, m'a permis de conscientiser plusieurs choses. L'importance de prendre du temps avec mes proches d'abord, tout simplement, de les connaître davantage, de partager des moments ensemble. Ma mère travaille habituellement de 9 h à 19 h ; nous on part très tôt le matin pour aller à l'école ou au travail. Le week-end, ma mère faisait des courses et elle avait parfois des formations ; nous on avait des trucs aussi. On se disait bonjour le matin et on mangeait ensemble le soir, et voilà. C'est le cas aussi avec ma famille en dehors de mon foyer, mes tantes par exemple. On ne les appelle jamais tous les jours d'habitude. Mais là, c'est hyper étrange, on se retrouve à faire des trucs hyper bizarres, par exemple à faire des baccalauréats en zoom avec toute la famille. J'étais plus proche d'eux à distance. Auparavant, on n'aurait jamais pensé à ça, avec notre rythme hyper intensif. Cette pause très violente nous a finalement conduits à dépenser notre temps autre part.

Pour certain·es jeunes, la religion a également constitué une ressource, en particulier pour les musulmans, confession la plus répandue parmi les enquêté·es (les trois quarts d'entre eux). Comme la famille, il s'agit d'un cadre socialisateur structurant dans le quotidien des jeunes. Elle participe en effet à construire leur univers et contribue intensément, même si de manières diverses, à définir leur rapport au monde et leur manière d'envisager leurs trajectoires (Kakpo 2006 ; Tietze 2002). Durant le confinement, elle a été plus précisément saisie par certain·es comme un levier de réassurance, un moyen pour prendre de la distance et donner du sens à ce qui arrive. Plusieurs expliquent ainsi que le confinement leur a permis de « se recentrer » sur la religion, de réfléchir, de revenir aux textes, de prier en famille, de (re)trouver une spiritualité parfois mise à mal par le rythme quotidien. L'épreuve de la pandémie et du confinement a ainsi justifié chez certain·es une intensification de la pratique religieuse, d'autant que le ramadan est survenu durant le confinement.

Enfin, l'engagement dans des actions de solidarité a constitué une ressource d'une autre nature : une manière de reprendre, sinon le contrôle, au moins du pouvoir sur la situation en agissant immédiatement et concrètement, mais aussi en pensant collectivement ce qui arrive, et éventuellement l'avenir. Pour celles et ceux qui étaient déjà engagé·es dans de telles actions, le confinement a produit une démultiplication de l'activité, caractérisée par une continuité mais aussi par une forme d'urgence dans l'engagement. À Clichy-sous-Bois, un jeune inscrit en études de médecine s'est engagé aux côtés du personnel soignant, délaissant de fait ses études « pour agir », en parant au plus urgent. À Pantin, à Clichy-sous-Bois et à Suresnes en particulier, où les initiatives locales ont été multiples, intenses et médiatisées, des jeunes se sont engagés dans l'organisation de la collecte et la distribution de denrées de première nécessité, pour la première fois ou dans la continuité d'actions antérieures. Un jeune Pantinois (25 ans, titulaire d'un M2, chargé de projet dans une municipalité) explique ainsi :

À Pantin, on a créé un collectif, « Solid19Pantin », qui réunit des associations et des militants de la ville et d'ailleurs pour soutenir les habitants de Pantin face à la crise. On sait que ce sont les classes populaires qui sont touchées, que ce sont les miens qui vont être touchés, en fait. Il y a un côté instinctif qui ressort très vite. C'était naturel pour certains d'aider, parce que ça touchait ceux avec qui on a grandi. Il y a eu une série de décès dans mon quartier et dans le collectif : ça te touche. La valeur qu'on porte, qui est assez transversale, c'est de se dire qu'on est dans un même bateau et qu'il est en train de couler ; ça fait trente ans qu'il chavire, et là, il coule. On partage ce sentiment-là, celui de se dire qu'on va tout faire pour ne pas qu'il coule, et c'est maintenant qu'il faut agir. L'action qu'on mène peut consolider une direction dans laquelle on ne peut pas aller, qui serait de dire que c'est au privé de prendre ça en charge. Nous, on aimerait que ce soit la mairie qui fasse ce qu'on fait, mais ce n'est pas le cas. On a vu que la résilience s'est surtout faite en dehors des institutions : les associations auto-organisées ont été plus réactives que les pouvoirs publics. La lenteur administrative a été très forte et au bout d'un moment, devant la réussite et l'ampleur de nos actions, les élus ont été davantage présents, mais plus pour nous contrôler, pour récupérer ce que l'on faisait. Je n'ai pas l'impression qu'on réussira à renverser la vapeur, mais il y a eu des avancées. On a tenu certains de nos maîtres en respect, des élus, des institutions. Notre mentalité, c'est de se dire que l'on y va par nous-mêmes : même si ça doit passer par le système D, même si ça doit passer par de la galère, on y va, on avance.

Et après ?

Les témoignages de ces jeunes donnent à voir des conditions de vie caractérisées par la précarité, notamment dans l'emploi et dans les études, que la crise sanitaire a pu accentuer. Ils rendent dans le même temps visibles leurs capacités d'adaptation et les ressources auxquelles ils ont fait appel en temps de crise, qui se situent en dehors de la sphère publique et de ses institutions : la famille et la religion, présentées comme un recentrement sur soi et sur les siens, tout autant que l'engagement dans des associations et des collectifs qui organisent la solidarité là où les pouvoirs publics sont restés hébétés. Ces ressources ne constituent pas pour autant un « capital », au sens bourdieusien du

terme. Elles ont été des « avantages » dans cette situation spécifique, mais restent bien « incertaines et instables » (Faure et Thin 2019). Elles n'en constituent pas moins, dans un contexte de crise, un point d'appui qu'il convient de reconnaître.

Au-delà de la mise en évidence ou de la prise de conscience de ces ressources, qu'a produit le confinement ? L'incertitude sur « l'après » reste partagée et renforcée. Au moment de l'enquête, elle ne fait cependant l'objet que de très peu de réflexions : l'urgence de la situation primait, et la nécessité de faire face au quotidien semblait empêcher de se projeter dans l'avenir. Les jeunes interrogés craignaient majoritairement que le monde « d'après » ne soit marqué par la distanciation physique et la méfiance des autres, vus comme de potentiel·les malades et contaminateur·ices. À quelques rares exceptions près, la crise économique comme la crise écologique ne constituaient pas un sujet de discussion et de réflexion au moment de l'enquête. En revanche, l'analyse critique que plusieurs faisaient de la gestion de la crise par le gouvernement et de l'attitude de la police dans les quartiers populaires durant le confinement, le sentiment accentué d'inégalité et d'injustice, ne peuvent qu'augurer un renforcement de la méfiance, et parfois de la défiance, envers les institutions.

Bibliographie

- Abdelnour, S. et Bernard, S. 2020. « Faire grève hors du salariat et à distance ? Les pratiques protestataires des chauffeurs de VTC », *Mouvements*, vol. 3, n° 103, p. 50-61.
- Beaud, S. et Pialoux, M. 2012. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris : La Découverte.
- Béroud, S., Bouffartigue, P., Eckert, H. et Merklen, D. (dir.). 2016. *En quête des classes populaires. Un essai politique*, Paris : La Dispute.
- Counil, É. et Khlal, M. 2020. « Covid-19 : les classes populaires paient-elles le plus lourd tribut au coronavirus en France ? », *The Conversation* [en ligne]. 18 mai. URL : <https://theconversation.com/covid-19-les-classes-populaires-paient-elles-le-plus-lourd-tribut-au-coronavirus-en-france-138190>.
- Faure, S. et Thin, D. 2019. *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires*, Paris : La Dispute.
- Gilbert, P. 2020. « Le Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », *Métropolitiques* [en ligne]. 16 avril. URL : https://metropolitiques.eu/Le-Covid-19-la-guerre-et-les-quartiers-populaires.html?var_mode=calcul.
- Kakpo, N. 2006. « Communauté d'expérience et diversité des trajectoires », in H. Lagrange et M. Oberti (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris : Les Presses de Sciences Po, p. 81-104.
- Mariette, A. et Pitti, L. 2020a. « Covid-19 en Seine-Saint-Denis (1/2) : quand l'épidémie aggrave les inégalités sociales de santé », *Métropolitiques* [en ligne], 6 juillet, URL : <https://metropolitiques.eu/Covid-19-en-Seine-Saint-Denis-1-2-quand-l-epidemie-aggrave-les-inegalites.html>.
- Mariette, A. et Pitti, L. 2020b. « Covid-19 en Seine-Saint-Denis (2/2) : comment le système de santé accroît les inégalités », *Métropolitiques* [en ligne], 10 juillet. URL : <https://metropolitiques.eu/Covid-19-en-Seine-Saint-Denis-2-2-comment-le-systeme-de-sante-accroit-les.html>.
- Marlière, É. 2011. « « Jeunes de cité », des trajectoires multiples », *Revue Projet*, n° 320, p. 47-54. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-projet-2011-1-page-47.htm.
- Schwartz, O. 2011. « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* [en ligne], 13 septembre. URL : www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html.

- Siblot, Y., Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O. et Renahy, N. 2015. *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris : Armand Colin.
- Tietze, N. 2002. *Jeunes musulmans de France et d'Allemagne. Les constructions subjectives de l'identité*, Paris : L'Harmattan.
- Truong, F. 2015. *Jeunesses françaises. Bac + 5 made in banlieue*, Paris : La Découverte.

Jeanne Demoulin est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris Nanterre et membre du CREF (Centre de recherches éducation et formation). Elle a notamment publié *La Gestion du logement social. L'impératif participatif* (Presses universitaires de Rennes, 2016). Elle codirige actuellement avec Marie-Hélène Bacqué l'ANR Pop-Part « Les quartiers populaires au prisme de la jeunesse, une recherche participative ».

Le **Collectif Pop-Part** est un collectif scientifique qui regroupe les chercheurs, les professionnels et les jeunes ayant pris part à la recherche « Les quartiers populaires au prisme de la jeunesse : une recherche participative » (ANR Pop-Part), engagée en 2017 et conduite dans dix villes et quartiers franciliens.

Pour citer cet article :

Collectif Pop-Part & Jeanne Demoulin, « Expériences du confinement de jeunes de quartiers populaires franciliens », *Métropolitiques*, 11 janvier 2021.
URL : <https://metropolitiques.eu/Experiences-du-confinement-de-jeunes-de-quartiers-populaires-franciliens.html>.